

La sécurité humaine au Soudan : Sommaire

1 Introduction

Le 26 octobre 1999, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale, M^{me} Maria Minna, ont annoncé plusieurs initiatives canadiennes visant à soutenir les efforts déployés sur la scène internationale pour appuyer un règlement négocié à la guerre civile au Soudan, qui dure depuis 43 ans, y compris l'envoi d'une mission d'évaluation au Soudan pour enquêter sur des allégations de violation des droits de la personne et, entre autres, la pratique de l'esclavage.

Il existe peu d'autres endroits dans le monde où la sécurité humaine est aussi précaire et où le besoin de paix et de sécurité - précurseurs du développement durable - est si criant. L'attachement du Canada à la sécurité humaine, notamment à la protection des civils touchés par un conflit armé, constitue l'assise de son intervention au Soudan et de son soutien au processus de paix.

Offensive de charme ou signes de progrès?

À la suite de la visite d'une mission de l'Union européenne à Khartoum, cette dernière a pu engager un dialogue politique le 11 novembre 1999. L'Union européenne était d'avis que les progrès réalisés au Soudan étaient suffisants pour justifier la reprise du dialogue. Sur ce plan, un changement positif s'est opéré, et il faut encourager les Soudanais et les inciter à aller plus loin au besoin. L'Union européenne estime que la situation des droits de la personne s'est améliorée, mais laisse encore beaucoup à désirer.

Ce point de vue fait écho, en partie, à celui du rapporteur spécial des Nations Unies, Leonardo Franco, qui a déclaré que le gouvernement du Soudan a adopté certaines mesures qui méritent d'être reconnues et de recevoir le soutien international. D'abord et avant tout, il y a la nouvelle Constitution qui, au dire du gouvernement du Soudan, des dirigeants de la société Talisman et d'autres personnes, protège les droits des Soudanais, y compris leur droit à un juste partage des recettes du pétrole.

Mandat

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, s'est souvent prononcé contre la guerre civile au Soudan et ses conséquences pour la sécurité humaine dans ce pays et il a vivement réitéré ses préoccupations concernant le conflit et la situation des droits de la personne, à l'occasion d'une réunion avec le ministre soudanais des Affaires étrangères à New York en septembre 1999. Les deux ministres ont également discuté du rôle du secteur pétrolier au Soudan. Ils se sont entendus sur l'envoi d'une mission d'évaluation ayant pour mandat :